

	<p style="text-align: right;">MARCHE DE FOURNITURE</p> <h1 style="text-align: center;">Règlement de la consultation</h1>
---	---

Objet de la consultation	BAS RHIN (67) – Achat de Dispositifs d'Alarme pour Travailleurs Isolés (DATI) d'Alsace Habitat
---------------------------------	---

Procédure	APPEL D'OFFRES OUVERT - articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique
------------------	--

Pouvoir adjudicateur

Alsace Habitat
4 rue Bartisch
67100 STRASBOURG

Renseignements complémentaires (voir article 3)

Techniques	Administratifs	Demandes écrites
C. LUDWIG candy.ludwig@alsacehabitat.fr	Service Achats serviceachats@alsace.habitat.fr	Plateforme de dématérialisation : Alsace marchés publics Rubrique question/réponse de la consultation

Les plis (articles 4 et 5) devront parvenir au plus tard le :

16 mai 2025 à 12:00 Fuseau horaire : Paris

les offres devront être déposées par voie dématérialisée sur
<http://www.alsacemarchéspublics.eu>

Séance de démonstration obligatoire :

Les candidats sont informés que pendant la phase de consultation, il est prévu une séance de démonstration obligatoire du dispositif d'alarme.

A cet effet, ils devront prendre **contact soit par tél 03 88 27 93 43 ou par mail candy.ludwig@alsacehabitat.fr** pour s'annoncer **au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres** afin de convenir de la date de rendez-vous.

Cette séance de démonstration fera partie intégrante de la notation tel que énoncée dans les « **Critères de sélection des Offres** » et **permettra de s'assurer** que le produit réponde aux exigences et aux besoins spécifiques du cahier des charges.

Table des matières

1- Les prestations	3
2- La consultation	3
3- Le Dossier de consultation	5
4- Le Contenu de la proposition	5
5- La Remise des plis	7
6- Le Jugement des propositions	8
7- Les Voies de recours	9
8- Traitement des données à caractère personnel	9

1- Les prestations

Les documents de la présente consultation font référence au Code de la Commande Publique du 1^{er} avril 2019.

BAS-RHIN (67) – Achat de Dispositifs d'Alarme pour Travailleurs Isolés (DATI) d'ALSACE HABITAT

Accord cadre à bons de commandes mono-attributaire sans montant minimum et avec un montant maximum de 240 000 HT sur la durée totale du marché.

Il est prévu un bon de commande n° 1 comprenant 63 DATI.

Le marché est décomposé en 1 lot unique.

L'offre présentée par le candidat doit porter sur l'ensemble des prestations objet de ce lot.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal : 35000000 : Equipement de sécurité

Tranches / Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Délais d'exécution

Période initiale : 1 an ferme à compter de la notification du marché

Période de 12 mois reconductible 3 fois tacitement.

Reconduction tacite.

2- La consultation

Délai de validité des propositions

180 jours à compter de la date limite de remise des plis.

Forme juridique de l'attributaire

Le candidat pourra se présenter en candidat individuel ou en groupement d'opérateurs.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Variantes facultatives – article R2151-8 du Code de la Commande Publique

Les variantes ne sont pas autorisées.

Options/variantes «exigées»

Il n'est pas prévu d'options.

Négociation

Sans objet

Langue de rédaction des propositions

Français.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, conforme à l'original ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Unité monétaire des propositions

Euro(s).

Classement sans suite

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment décider de ne pas donner suite à la procédure. Il en avise alors tous les candidats.

Redressement judiciaire

Le candidat placé en redressement judiciaire par un jugement intervenu

- **Avant le dépôt de l'offre** : Le candidat doit justifier, dans son pli, que le jugement l'a habilité à poursuivre ses activités pendant la durée d'exécution du marché,
- **Après la date de dépôt des offres** : Le candidat doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur, lequel vérifiera si l'entreprise est autorisée à poursuivre son activité au-delà de la durée d'exécution du marché et appréciera si sa candidature reste recevable. Dans la négative, le pouvoir adjudicateur ne pourra poursuivre la procédure avec cette société

Coordonnées du candidat

Les demandes d'information, confirmation, lettres de rejets seront valablement adressées aux coordonnées (au choix du Pouvoir Adjudicateur : fax, mail...) indiquées par le candidat dans son acte d'engagement rubrique « Contractant(s) ».

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses courriel/télécopie/courrier en temps et en heure.

Engagement de performances

Il doit être répondu aux performances demandées par les spécifications du Dossier de la Consultation. A cet effet, il est précisé qu'il sera demandé aux entreprises susceptibles d'être retenues, durant la phase d'analyse des offres, toutes notes de calculs, carnets de détails, avis techniques, etc., permettant de justifier le respect des performances.

3- Le Dossier de consultation

Contenu

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCP,
- le cadre du mémoire technique,
- le BPU,

Mise à disposition

Le dossier de consultation est disponible par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/25AH033>

Il est recommandé aux candidats de s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse électronique (mail) permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. **Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.**

Modification de détail Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements administratifs et techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, sur le site :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/25AH033>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres des modifications ou compléments de détail sur le dossier de consultation **aux seuls candidats** qui se sont **identifiés** lors du retrait du dossier de consultation numérique (sur alsacemarchespublics).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4- Le Contenu de la proposition

Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

Candidature

Le Candidat fournit les pièces suivantes :

- La lettre de candidature ou l'habilitation du mandataire par ses cotraitants dans le cas de groupements d'entreprises (imprimé DC1 ou équivalent) ;
- Un formulaire DC1 ou une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun cas l'interdisant de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du CCP
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent) ;
- Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant :
 - o que les conditions d'emploi de ses salariés sont régulières au regard du code du travail ;
 - o que le Candidat satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- Les groupements d'entreprises remplissent l'imprimé DC1, document unique pour le groupement, chaque membre du groupement le signe et produit les renseignements ou documents demandés en utilisant le formulaire DC2.

- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels (attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle).

Capacités techniques et professionnelles :

Le Candidat fournit les pièces suivantes :

- la présentation de l'**effectif**, de l'**outillage**, du **matériel** et de l'**équipement technique** dont le candidat dispose,
- la présentation d'une liste des **principaux services** effectués au cours des trois dernières années disponibles,

En cas de groupement, chaque cotraitant est invité à fournir les éléments listés ci-avant.

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées, à l'exception de la lettre de candidature, qui n'est à fournir que par le mandataire du groupement. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières est globale il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises.

Conformément à l'article R. 2143.4 du Code de la commande publique, l'Acheteur accepte que le Candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne, en lieu et place des documents susvisés. Ce document devra être rédigé en français.

Le Candidat devra faire apparaître au sein du DUME, l'intégralité des informations demandées et compléter ce dernier de l'ensemble des documents permettant à l'Acheteur d'apprécier son aptitude à exercer son activité professionnelle, ainsi que ses capacités techniques, professionnelles, économiques et financières, conformément à la liste ci-dessus établissant le contenu du dossier de candidature. En cas de groupement, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

<u>Offre</u>

- **Acte d'Engagement** et **CCP** complétés et signés
- **Bordereau des prix unitaires** complété et signé,
- **Mémoire technique** complété selon le cadre fourni (celui-ci aura une valeur contractuelle une fois le marché attribué) qui comprendra obligatoirement, dans le cadre des échanges dématérialisés, **l'indication d'une adresse mail valide et régulièrement relevée par le candidat.**

Groupement

En cas de groupement, la candidature comportera :

- l'ensemble des pièces du dossier de candidature énoncé ci-dessus pour chaque membre du groupement
- la composition de l'équipe (DC1 ou équivalent)

Sous-traitance

En cas de sous-traitance, la candidature comprendra en outre et pour chaque sous-traitant :

- l'ensemble des pièces du dossier de candidature énoncé ci-dessus
- une déclaration type DC 4 ou équivalent comprenant :
 - o La nature des prestations sous-traitées ;
 - o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (avec **adresse mail valide et régulièrement relevée par le sous-traitant**).
 - o Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

Candidat retenu

Le candidat retenu devra produire,

- **pour être désigné définitivement** comme titulaire du marché et dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur :
 - une attestation fiscale valide et à jour
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale dite attestation « vigilance » valide, datant de moins de six mois (L'attestation peut être obtenue directement en ligne sur le site internet de l'organisme de recouvrement dont relève le cocontractant)
 - un extrait K bis à jour ou équivalent
 - la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (L. 5221-2 code du travail) que le titulaire emploie,
 - les assurances civiles et décennales adaptées au besoin et à jour.
- **tous les 6 mois** pendant l'exécution du marché et conformément à l'Article D. 8222-5 du Code du Travail :
 - une attestation « vigilance » valide, datant de moins de six mois.
 - un extrait K bis, ou équivalent, valide et à jour

Signature

La signature des pièces du marché n'est pas imposée lors du dépôt de l'offre.

L'acheteur pourra procéder à la rematérialisation de l'offre du candidat attributaire.

Les pièces pour lesquelles le présent article impose la signature devront être signées lors de l'attribution:

- Individuellement, pièce par pièce.
- par une personne pouvant valablement engager le candidat ou être accompagnées d'une délégation de signature valide (en temps et en montant d'engagement)
- et respecter les éléments suivants :
 - o Signature manuscrite. Une signature numérisée n'a aucune valeur juridique.
 - o Signature électronique valide respectant les exigences des articles 1316 à 1316-4 du Code civil et de l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 12 du Code de la Commande Publique).

5- La Remise des plis

Par voie électronique uniquement :

L'acheteur impose la transmission des offres des candidats par voie électronique à l'adresse suivante

*directement sur la plateforme « **alsacemarchespublics.eu** »*

En respectant les conditions techniques suivantes :

Toute transmission des offres sur un autre site ou dans une autre salle des marchés que celle de la consultation définie en page 1 sera nulle et non recevable. Les date et heure limites de remise des plis s'entendent du téléchargement achevé de l'intégralité du pli sur la plate-forme.

Les entreprises peuvent transmettre en supplément une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique et à l'Arrêté du 22 mars 2019 (annexe 6 du Code de la Commande Publique).

Tout fichier informatique transmis par voie électronique comportant un virus détecté lors de l'ouverture du pli entraînera l'irrecevabilité de l'offre ou de la candidature si celles-ci ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde. Le candidat en sera informé. L'antivirus utilisé est SYMANTEC.

En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur pourra transformer l'offre électronique du soumissionnaire retenue, en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

En cas de problèmes liés à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, l'entreprise devra joindre directement le support technique d'**Alsace Marchés Publics (03.69.49.39.10)**.

Les plis qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenus

La date de remise prise en compte est celle de l'accusé de réception émis par la plate-forme à la fin de la complète opération.

Le fuseau horaire de référence est celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

6- Le Jugement des propositions

Rappel de la procédure :

- 1- Les plis reçus hors délais sont rejetés,
- 2- Les candidatures incomplètes (le cas échéant après demande de complément) ou insuffisantes au vu des critères de sélections des candidatures, sont écartées
- 3- Les propositions sont analysées sur le montant HT des offres au vu des critères de sélection des offres,
- 4- Classement définitif au vu des critères de sélection des offres.

Sont exclues de ce classement les offres :

- Irrégulières
- Anormalement basses si les justifications demandées sont insatisfaisantes,

5- Attribution du marché à l'offre la mieux classée par lot,

6- Demande des certificats et attestations exigés par la réglementation en vigueur au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

7- Diffusion de l'information aux candidats non retenus

A tout moment la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés dès que la décision est prise.

Seront prises en compte : les offres de bases et les variantes admissibles des candidats. Toutefois, seule la meilleure offre de chaque candidat figurera dans le classement définitif.

Critères de sélection des candidatures :

Capacités professionnelles, financières et techniques des candidats

Critères de sélection des Offres :

Le jugement des propositions sera effectué au moyen des critères pondérés suivants :

Critère prix : 60%

Incluant l'achat du dispositif, les accessoires proposés, l'installation, la formation et le coût récurrent de l'abonnement à la télésurveillance.

Critère technique : 40%

- **Lors de la démonstration (16 %)**
- **Selon le mémoire technique (24 %)**
 1. Description du produit et de la solution proposée
 2. Intervention et suivi
 3. Délai de livraison, garantie, support et formation
 4. Engagements environnementaux du fournisseur

Le critère « **prix des prestations** » est apprécié d'après le montant HT indiqué dans le BPU.

Le critère « **valeur technique** » est apprécié d'après les renseignements demandés dans le cadre du mémoire technique joint et fournis par le candidat en réponse (il devra faire figurer ses réponses directement dans le cadre du mémoire).

La valeur technique sera également appréciée lors de la séance de démonstration.

Le candidat classé en première position sera celui ayant obtenue la note totale la plus élevée.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que **toute offre incomplète sera écartée**, à l'exception des offres qui ne comporteraient pas de mémoire technique ou pour lesquelles le mémoire serait incomplet. En effet, l'absence du mémoire ou des renseignements qui y sont demandés n'entraînera qu'une faible notation en valeur technique, voire une notation nulle.

7- Les Voies de recours

Aux termes des articles L. 211-14, R. 213-5-1 et D. 211-10-2 du Code de l'organisation judiciaire, en cas de litige résultant de l'application des clauses des présents marchés, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Nancy
Rue du Général FABVIER
54 035 NANCY

Les voies de recours sont les suivantes :

- **Référé précontractuel pour manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.**
- **Référé contractuel, pour manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence.**

8- Traitement des données à caractère personnel

Alsace Habitat met en œuvre un traitement ayant pour finalité la gestion des consultations, ce qui constitue pour Alsace Habitat une obligation légale (Code de la Commande Publique).

Les données sont destinées au service Achats d'Alsace Habitat et au service en charge du dossier. Elles sont également accessibles à la plateforme de dématérialisation utilisée par Alsace Habitat pour la publication et le suivi des consultations.

Les données seront conservées pour des durées définies par le Code de la Commande Publique.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, du droit à la limitation du traitement et à l'effacement dans le cadre permis par le Règlement Européen.

Vous pouvez exercer ces droits auprès de Alsace Habitat - Service DPO – 4 rue Bartisch – 67100 STRASBOURG. Merci de joindre un justificatif d'identité.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Pour votre parfaite information, Alsace Habitat a désigné un délégué à la protection des données, que vous pouvez joindre à l'adresse mail dpo.alsacehabitat@anaxia-conseil.fr